



Les principes républicains à l'épreuve de l'austérité et de l'autoritarisme

Éditorial

Un quinquennat de baisse

2010-2015 : déjà cinq ans de gel du point d'indice dans la fonction publique. Gel qui, compte tenu des augmentations de prélèvements, accentue la baisse du pouvoir d'achat des salariés.

Par ailleurs, l'absence de coup de pouce au Smic pour l'ensemble des salariés confirme que l'augmentation du pouvoir d'achat des salaires n'est pas la priorité gouvernementale. Ce qui constitue un des éléments d'une logique d'austérité, logique qui percute également tous les services publics, au détriment des usagers et des agents qui y travaillent.

D'ailleurs le gouvernement, plutôt que d'aborder le dossier prioritaire du pouvoir d'achat, préfère consulter les syndicats et le patronat pour faciliter l'embauche dans les TPE-PME.

Là encore, pour les pouvoirs publics comme pour le patronat, la feuille de paye est l'ennemie de l'emploi.

Pour Force Ouvrière l'augmentation des salaires est une revendication prioritaire, tant pour des raisons sociales qu'économiques. Et elle doit être com-

plétée par une réforme fiscale d'ensemble, à laquelle renoncent successivement tous les gouvernements.

Un autoritarisme inacceptable en outre-mer

À l'occasion du congrès de l'union départementale de Saint-Pierre-et-Miquelon, nous avons publiquement et fermement défendu les agents municipaux de la mairie de Saint-Pierre. La sénatrice-maire ayant une conception autoritaire du dialogue social, elle passe en force et ne respecte pas les règles, ce qui conduit à des situations de souffrance et à des logiques d'entrave syndicale.

L'union départementale, comme la fédération et la confédération apporteront dans les semaines à venir tous les soutiens nécessaires aux agents concernés, dont plus de la moitié ont adhéré à Force Ouvrière.

L'outre-mer n'échappera pas aux principes républicains.

Jean-Claude Mailly,
Secrétaire général
@jcmailly sur Twitter